

cessaire que je cite ces extraits. En le faisant, je voulais faire connaître à la Chambre l'opinion de spécialistes dans ce domaine.

Au début de mes remarques, j'ai déclaré que quiconque participait à la présente discussion présumait certes de ses forces s'il n'était même pas un amateur des sciences, comme l'a signalé le député d'Oxford. Cependant, les extraits que j'ai cités indiquent que la nature des progrès techniques dans l'industrie sera régie par les progrès dans l'aviation militaire. Cette opinion est corroborée par le mémoire que la *Canadair Limited* de Montréal a présenté à la même commission; elle y indique très clairement qu'à l'égard de tous les aspects du perfectionnement des avions commerciaux on s'est grandement inspiré du résultat des recherches effectuées sur les avions militaires.

De fait, dans cet exposé, M. Jeoffrey Notman mentionne en toutes lettres l'institution d'une division des produits nucléaires au sein de la compagnie. On y affecte des sommes considérables, deux ou trois millions, pour que soient poursuivies des recherches bien précises sur l'emploi de matières atomiques dans le domaine de l'aviation.

Nous avons là deux usines qui produisent surtout des avions militaires et dont les dirigeants voient nettement le rapport entre la recherche requise dans un secteur et le progrès qui peut être réalisé quant aux usages pacifiques de l'avion au pays. Oui, monsieur l'Orateur, en réponse à la question de l'adjoint parlementaire, je réponds que le comité devrait assurément entendre le témoignage de gens comme M. Crawford Gordon, fils, de l'*Avro*, et M. Jeoffrey Notman, de la *Canadair*. Il devrait leur demander d'exposer par le menu leurs programmes de recherche afin de savoir s'il ne serait pas possible de faire franchir une autre étape à ces programmes, pour que nous puissions tirer, sur le plan commercial, le parti énorme qu'il y aurait à tirer des millions de dollars affectés à la recherche d'ordre militaire dans ce domaine. Peut-être le ministre de la Production de défense ne perdrait-il plus de sommeil en songeant aux 65 millions qu'il a investis dans une usine qui n'a pas fabriqué un seul avion depuis quelque temps. Si, grâce à l'aide un peu plus forte dont on a besoin, il était possible de faire en sorte que les sommes dépensées à cette fin permettent de produire avec les mêmes installations des avions commerciaux pouvant servir à des fins pacifiques, je crois que les Canadiens s'inquiéteraient moins à propos des sommes affectées à ce domaine.

Je me demande si ce n'est pas à cela que songeait la Commission Massey, quand elle

dit, dans son rapport, sous la rubrique: *La recherche scientifique et le gouvernement fédéral*:

Que sous, la direction du Comité du conseil privé pour la recherche scientifique et industrielle, une étude soit faite, dans le plus bref délai, sur tous les travaux de recherches du gouvernement fédéral, en vue d'établir une coordination parfaite, d'éviter les frais superflus qui peuvent résulter du double emploi et de réaliser une collaboration aussi complète qu'harmonieuse.

Ces mots concordent assurément avec l'ordre de renvoi qu'il faudrait à propos d'un comité comme celui-ci.

Je dirai quelques mots d'un ou deux autres problèmes auxquels le comité aura à faire face. Un de mes commettants m'a écrit l'autre jour pour me dire qu'il avait écouté un discours radiophonique du député de Rose-town-Biggar (M. Coldwell). Elle dit (il s'agit d'une femme) que nous devrions augmenter nos dons au titre du Plan de Colombo. Je pense que ce discours radiodiffusé était passablement impressionnant et qu'il n'a pas été sans effet. J'ai été forcé de répondre que je n'étais pas entièrement certain de pouvoir critiquer le Gouvernement au sujet du montant qu'il dépensait en vertu de ce programme. En effet, je savais, après tout, que toute aide apportée doit être payée par le contribuable et je pensais que nous avions atteint dans une large mesure le point critique à cet égard.

Cependant, je me demande s'il n'existe pas une autre solution à ces problèmes, une autre réponse qui puisse être apportée au comité. Comme vous savez, les hommes de science peuvent assimiler la prospérité d'un pays ou son niveau de vie à la quantité d'énergie, de combustible dont ce pays dispose. Ils parlent de charbon, de pétrole, de gaz naturel et même d'énergie hydraulique mais ils désignent tous ces produits par l'expression énergie. Ils disent qu'en recourant à cette formule il est possible de déterminer jusqu'à quel point un pays peut relever son niveau de vie. Ils signalent que les États-Unis qui, comme la plupart le reconnaissent, possèdent le plus haut niveau de vie au monde, utilisent par année 8 tonnes de houille ou d'énergie, peu importe le terme employé, par personne, que la Grande-Bretagne et la Norvège en consomment 4·5 tonnes par personne par année, le Japon, 1 tonne et l'Inde, 0·01 tonne.

Ils disent de comparer ces données avec le revenu annuel par personne dans ces trois pays. Le chiffre pour les États-Unis est de \$2,000 en regard de 8 tonnes, pour le Royaume-Uni et la Norvège de \$1,000 en regard de 4·5 tonnes, pour le Japon \$100 peut-être et pour l'Inde de \$50 peut-être. Le niveau d'existence se détermine dans l'ensemble par leur capacité de produire et l'énergie nécessaire pour créer les denrées d'usage courant.